Les principales causes qui empêchent les écoles de donner tous les résultats qu'on en pourrait attendre proviennent des conditions défectueuses du mobilier et des fournitures scolaires, et surtout du défaut d'expérience des institutrices et de leur peu de capacité professionnelle, n'ayant pas reçu la préparation nécessaire à la carrière de l'enseignement.

Les écoles bien pourvues de fournitures scolaires et dirigées par des maîtres compétents et expérimentés donnent des résultats très satisfaisants.

Comme je le disais dans mon rapport du mois d'août 1886, nous aurons raison d'espérer des progrès satisfaisants, lorsque les nouveaux règlements relatifs aux instituteurs seront mis à exécution.

La rigueur de nos hivers et l'obligation où se trouvent les parents de retenir leurs enfants à la maison, pour leur aider aux travaux des champs pendant l'été, sont autant de causes qui empêchent les progrès des écoles, particulièrement de celles des districts éloignés.

Les défauts des maisons d'école et de leur ameublement ne disparaîtront pas d'ici a longtemps, à moins que le gouvernement n'intervienne par des règlements rigoureux et impératifs.

Je constate que partout où les commissaires et les syndics d'écoles subissent l'influence d'un maître zélé et éclairé, l'école et son ameublement sont conformes aux règlements ; mais, au contraire, lorsqu'aucune influence bienfaitrice n'agit sur eux, leur indifférence, comme il est naturel de s'y attendre, est irrémédiable.

Je suis heureux de pouvoir dire cependant que nous ne rétrogradons en aucune manière.—B. MAGRATH, *Aylmer*, oct. 1893.

Monsieur le Surintendant,

Je ne répéterai pas, dans le présent rapport, les renseignements détaillés que con-

tiennent mes bulletins d'inspection et les bulletins statistiques qui ont remplacé le grand tableau annuel.

Cependant ces statistiques ne sont pas d'une exactitude parfaite ; car, pour plusieurs écoles indépendantes, j'ai dû me servir des chiffres recueillis les années précédentes.

Quelques-unes de ces écoles promettent d'envoyer les détails demandés et négligent de le faire : d'autres refusent carrément.

Un refus qui m'a grandement surpris, cette année, c'est celui d'une institution qui, d'après votre rapport de 1889-90, reçoit une subvention annuelle de \$400.00, l'académie du Mont St-Louis, dirigée par les Frères des Ecoles chrétiennes. Ce refus m'a d'autant plus étonné que j'avais reçu, l'année précédente, l'accueil le plus sympathique de la part du Frère Stephen, directeur de cette institution. Le Frère qui m'a répondu m'a déclaré que le Conseil de cette maison avait décidé de renoncer à toute subvention du gouvernement plutôt que de se soumettre à cette formalité.

Toutes les municipalités de mon district d'inspection, à deux ou trois exceptions près, m'ont donné entière satisfaction. Les écoles de la cité de Montréal et de la banlieue sont à la hauteur de leur tâche. Les municipalités rurales des comtés d'Hochelaga et de Laval rencontrent plus de difficultés : la plus grande, c'est l'absence des élèves qui sont retenus par leurs parents pour les travaux des champs. Le plus grand nombre des enfants qui ont fait leur première communion ne fréquentent l'école, pour ainsi dire, que l'hiver.

Les institutrices sont payées régulièrement, excepté dans une municipalité qui compte six écoles et que je vous ai déjà signalée.

Dans le comté de Laval, deux institutrices non brevetées ont été engagées par les commissaires. L'une d'elles est tout à fait incompétente. Je l'ai constaté dans mon bulletin d'inspection.—J.-G. MCGOWN, *Montréal*, 30 juillet 1893.